

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

A Istanbul, les exigences maximalistes de la Russie lors des négociations de paix avec l'Ukraine

Envoyé au dernier moment à la partie ukrainienne lors des pourparlers organisés sous l'égide de la Turquie, le 2 juin, le « mémorandum » russe liste une série de propositions inacceptables pour Kiev.

Par Marie Jégo

Publié le 04 juin 2025 à 10h31, modifié le 04 juin 2025 à 19h09 · Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le chef de la délégation russe et conseiller présidentiel, Vladimir Medinski, après une réunion au palais Çiragan, le jour du deuxième cycle de pourparlers entre la Russie et l'Ukraine, à Istanbul, le 2 juin 2025. EMRAH GUREL / AP

Arc-boutée sur son refus d'une trêve de trente jours en Ukraine, la Russie ne cache pas son manque d'appétence pour la paix. « *Il serait erroné d'attendre des décisions et des avancées immédiates* », a

déclaré, mardi 3 juin, Dmitri Peskov, le porte-parole de la présidence russe, dans une allusion aux consultations russo-ukrainiennes qui se sont tenues la veille à Istanbul sous l'égide de la Turquie, sans grand résultat.

Une fois de plus, la rencontre diplomatique d'Istanbul, la seconde de ce type cette année, a révélé le fossé qui sépare les positions de Kiev de celles de Moscou, les deux parties ayant établi des lignes rouges mutuellement exclusives écartant la probabilité d'une solution rapide. A travers son intransigeance dans les pourparlers de paix avec l'Ukraine, que son aviation continue de pilonner à coups de missiles de croisières et de drones, le président russe, Vladimir Poutine, envoie un message clair : il n'acceptera un règlement qu'à ses propres conditions et poursuivra sa guerre tant que celles-ci n'auront pas été satisfaites.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

A Istanbul, autant la délégation ukrainienne s'est montrée pragmatique, résolue à jouer selon les règles, autant la délégation russe s'est distinguée par ses exigences maximalistes, son refus patent du compromis. Conduits par Rustem Umerov, le ministre de la défense, les Ukrainiens avaient, avant la rencontre au palais stambouliote de Dolmabahçe, consulté leurs partenaires américains et européens. Menés par Vladimir Medinski, l'un des conseillers les moins influents du président Poutine, les Russes ont insisté pour que les consultations ne débordent pas du format bilatéral.

Lire aussi |  [Vladimir Medinski, l'historien idéologue envoyé par Poutine pour les négociations avec l'Ukraine](#)



Bien avant la rencontre, Kiev avait, comme prévu, envoyé ses propositions de cessez-le-feu et de paix au Kremlin et à ses alliés occidentaux. A l'inverse, Moscou a refusé de présenter les siennes jusqu'au dernier moment. Lundi 2 juin, après plusieurs semaines d'attente, le « mémorandum » russe a enfin été transmis à la partie ukrainienne.

L'équivalent d'une demande de capitulation

Publié le soir même par les agences de presse à Moscou, le document énonce les conditions fixées par Vladimir Poutine pour un accord de cessez-le-feu ainsi que les lignes directrices tracées par la Russie en vue de la signature d'un traité de paix global qui mettrait fin à la guerre, entrée dans sa quatrième année. Sans surprise, le texte équivaut à une demande de capitulation de l'Ukraine, invitée à devenir la vassale obligée de la Russie. Aux revendications habituelles du Kremlin, soit la « *reconnaissance juridique internationale* » de la souveraineté russe sur cinq régions occupées (Crimée, Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporijia), que l'armée russe ne contrôle pas entièrement, l'interdiction faite à Kiev de rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou toute autre alliance, l'exigence d'une limitation de la taille de son armée, qui serait réduite à quelques dizaines de milliers d'hommes, des requêtes supplémentaires ont été ajoutées.

Lire aussi |  [L'Ukraine et la Russie échouent à s'accorder sur un cessez-le-feu à Istanbul](#)



Moscou exige désormais que l'Ukraine ne reçoive plus ni aide militaire étrangère ni renseignement,

qu'elle mette fin à la mobilisation et qu'elle abolisse la loi martiale. Toutes les sanctions doivent être levées, le gazoduc qui traverse l'Ukraine vers la Slovaquie et la Hongrie doit être remis en service. Par ailleurs, le russe devra être reconnu comme langue officielle à parité avec l'ukrainien et le Patriarcat de Moscou devra être rétabli sur l'Eglise orthodoxe ukrainienne. Cerise sur le gâteau, Kiev est invité à renoncer à toute demande d'indemnisation et de réparations pour les dommages de guerre infligés par la Russie. L'autre mise en demeure du Kremlin, incompatible avec l'idée d'un Etat ukrainien souverain, porte sur la tenue d'élections présidentielle et parlementaires, que Moscou veut voir se tenir cent jours après la levée de la loi martiale.

« *Il ne s'agit pas d'un ultimatum* », a déclaré M. Medinski à Istanbul à propos du mémorandum russe. Grand seigneur, M. Poutine propose à son adversaire deux options pour un cessez-le-feu. Première option, Kiev se retire complètement des régions de Donetsk, de Lougansk, de Zaporijia et de Kherson, que la Russie occupe, mais seulement partiellement. C'est à cette condition qu'une trêve de trente jours pourrait entrer en vigueur, à condition toutefois que les forces armées ukrainiennes reculent à une distance convenue de la frontière russe.

Un choix factice

La deuxième option, appelée « *proposition générale* », ne demande pas explicitement la reddition immédiate des quatre régions partiellement occupées, mais elle est liée à l'acceptation des exigences supplémentaires évoquées précédemment. Selon Tatiana Stanovaya, du Centre Eurasie de la Fondation Carnegie, ce choix factice entre deux options est un piège. Conscient qu'un retrait ukrainien des quatre régions est inacceptable aux yeux de Kiev, Moscou « *cherche à pousser l'Ukraine vers le deuxième choix* », affirmait la chercheuse, sur son compte X, lundi. Selon cette seconde option, « *la Russie semble ouverte à l'idée de laisser à l'Ukraine des parties des régions annexées qu'elle ne contrôle pas* ». Une fois que l'Ukraine aura fait son choix entre les deux options, elle disposera de trente jours pour mettre en œuvre les exigences russes, soit la période pendant laquelle la Russie consent à un cessez-le-feu.

Autant de propositions inacceptables pour le gouvernement ukrainien, qui réclame le retrait pur et simple des troupes russes de son territoire ainsi que des garanties de sécurité concrètes de la part des Occidentaux. « *Aucune restriction ne peut être imposée au nombre, au déploiement ou à d'autres paramètres des forces armées de l'Ukraine, ainsi qu'au déploiement de troupes d'Etats étrangers amis sur le territoire de l'Ukraine* », souligne le mémorandum ukrainien. Un chiffon rouge pour Vladimir Poutine, hostile à toute présence militaire occidentale sur son flanc ouest. En tant qu'Etat souverain, l'Ukraine a le choix de ses alliances. « *Elle peut choisir de faire partie de la communauté euroatlantique et d'évoluer vers l'adhésion à l'UE. L'adhésion à l'OTAN dépend du consensus au sein de l'Alliance* », rappelle le texte.

Enfin, revenant sur une question humanitaire douloureuse et complètement ignorée par le Kremlin, Kiev a réclamé une fois de plus le retour des 19 546 enfants ukrainiens déportés par la Russie et donnés à l'adoption à des familles russes. A Istanbul, lorsque les Ukrainiens ont remis à la partie adverse la liste de plusieurs centaines d'enfants déportés, dont ils réclament la restitution, Vladimir Medinski leur a répondu : « *Inutile de faire un show à l'usage de vieilles femmes européennes sans enfants.* »

Marie Jégo